

## France/En mission commandée sur place Trois militaires tués en Libye

AFP  
Paris/France

**Les trois soldats morts menaient des opérations de renseignement dans le pays.**

TROIS militaires français sont morts dans des circonstances peu claires lors d'une mission de renseignement en Libye, ont révélé hier les autorités françaises, confirmant pour la première fois la présence de soldats français dans ce pays. "La Libye connaît une instabilité dangereuse. C'est à quelques centaines de kilomètres seulement des côtes européennes. Et en ce moment-même, nous menons des opérations périlleuses de renseignement" dans ce pays, a déclaré le président François Hollande. "Trois de nos soldats qui étaient justement dans ces opérations viennent de perdre la vie dans le cadre d'un accident d'hélicoptère", a-t-il ajouté. Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a aussi déploré dans un communiqué la "perte de trois sous-officiers français décédés en service commandé en Libye" et salué le "courage et le dé-

vouement de ces militaires (...) qui accomplissent, tous les jours, des missions dangereuses contre le terrorisme". Les autorités françaises n'ont cependant fourni aucune précision sur les circonstances de l'accident. Selon des sources libyennes, l'appareil aurait été visé dimanche par des islamistes équipés de systèmes sol-air portatifs de type SA-7. Ils ont "probablement été visés par des groupes islamistes dans le secteur de Magroun, à environ 65 kilomètres à l'ouest de Benghazi" (est), a déclaré un commandant relevant des forces du général Khalifa Haftar. Dans un contexte volatile, les Etats-Unis ont envoyé quelques forces spéciales en Libye afin de mieux connaître le terrain et identifier les différentes forces en présence. Leur rôle reste cantonné au renseignement, insiste toutefois le Pentagone. Des médias britanniques ont aussi évoqué la présence de forces spéciales du Royaume-Uni en Libye. La France reconnaissait jusqu'ici que ses avions militaires survolaient le pays - ils l'ont notamment fait à partir du porte-avions Charles de Gaulle - pour col-



Photo : AFP

**Le président François Hollande (ici devant les généraux du Centre d'entraînement de Saint-Astier dans le sud-ouest) a indiqué que les trois soldats sont morts lors d'opérations de renseignement en Libye.**

lecter du renseignement sur les positions de l'EI. Elle n'avait en revanche jamais confirmé de présence militaire au sol - forces spéciales et/ou agents du Service action de Renseignement extérieur (DGSE), opérant dans la clandestinité. "CONSEILLERS" • Un membre des forces spéciales du général Khalifa Haftar, basé dans l'est de la Libye, a affirmé à l'AFP que les soldats français tués étaient des "conseillers". Les combattants qui ont visé l'hélicoptère M17 "essaient de nous attaquer depuis l'ouest de Benghazi afin de pénétrer dans la ville et d'y stopper notre avancée", a ajouté un autre comman-

dant opérant sous les ordres du général Haftar. Ce dernier, chef proclamé de l'armée nationale libyenne (ANL), s'est posé en héraut de la lutte contre les islamistes - dont le groupe Etat islamique - à Benghazi, principale ville de l'est du pays, avec un succès mitigé. Il s'oppose en outre toujours à l'autorité du gouvernement libyen d'union nationale (GNA), soutenu par les Occidentaux et installé depuis fin mars à Tripoli, et est resté loyal aux autorités parallèles qui siègent dans l'est du pays. Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices armées et minée par des luttes de pouvoir et des

violences qui ont favorisé la montée en puissance des jihadistes de l'EI. Les Européens s'inquiètent de cette menace directe au sud de la Méditerranée, même si l'EI est sous la pression des forces du gouvernement d'union nationale dans son fief de Syrte (centre-nord). Le groupe, qui cherche à étendre son influence au-delà de la Syrie et de l'Irak, où il est sur la défensive, compterait 1 000 à 1 500 combattants en Libye, selon une source sécuritaire française, soit beaucoup moins que les 3 000 à 5 000 évoqués jusqu'ici. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, redoute toutefois, selon un document confidentiel consulté par l'AFP, que des cellules de l'EI, chassées de leur fief de Syrte, ne s'implantent ailleurs en Libye ou en Afrique du nord. Les Etats-Unis et leurs alliés européens veulent éviter tout engagement formel en Libye tant que le gouvernement d'union nationale n'en fait pas la demande, l'opinion publique libyenne restant farouchement opposée à une nouvelle intervention étrangère.

## Etats-Unis/Au lendemain de son investiture Trump veut rassembler son camp

AFP  
Cleveland/Etats-Unis

**Le candidat républicain n'en garde pas moins les yeux rivés vers sa rivale Hillary Clinton.**

FORT de son investiture par le Parti républicain après un début de convention chaotique, le magnat de l'immobilier Donald Trump espérait hier souder son camp avant d'affronter Hillary Clinton en novembre. Avant le grand show final de ce jeudi - discours en prime time, lâcher de 125 000 ballons dans l'enceinte de Cleveland où sont rassemblés quelque 2 500 délégués -,

l'homme d'affaires new-yorkais veut consolider son emprise sur un parti que sa candidature a profondément divisé. "C'est maintenant le parti Trump", a lancé hier matin sur CBS son porte-parole Paul Manafort dans une formule provocatrice tant les cicatrices restent à vif. Pour Jeff Anderson, délégué de Californie, il y a une période délicate "car il a battu 16 candidats", mais "tout le monde va se rassembler autour de Trump". "Je pense qu'il va écraser Hillary. L'Amérique est vraiment prête pour lui", prédit-il. Dans un court message vidéo diffusé après le vote des délégués en sa faveur, Donald Trump a promis mardi soir d'"aller jusqu'au



Photo : AFP

**Les Républicains ont investi Donald Trump comme candidat à la Maison Blanche mardi soir, lors de la convention de Cleveland. Objectif désormais pour ce dernier : rassembler son parti.**

bout". Soucieux de se projeter vers le scrutin qui désignera le successeur de Barack Obama, il a lancé hier sur Twitter un appel aux habitants de l'Ohio, les exhortant à ne pas oublier, à l'heure du vote, que "les républicains ont choisi Cleveland plutôt qu'un autre Etat". Mais cet Etat clé, qui peut basculer dans un camp ou l'autre à la présidentielle, symbolise les déchirements du "Grand Old Party". Le gouverneur de l'Ohio, John Kasich, ancien rival de Trump, a toujours refusé de le soutenir et boude sa consécration sous les projecteurs. D'autres anciens concurrents du milliardaire devaient faire, eux, leur apparition hier, avant le discours d'acceptation du gouverneur de l'Indiana Mike Pence, choisi par Trump pour devenir son éventuel vice-président. Le sénateur de Floride Marco Rubio, régulièrement humilié par Trump qui le surnommait "Petit Marco" durant les primaires, s'exprimera, mais par vidéo, comme pour mieux garder ses distances. Ted Cruz, le sénateur ultra-

conservateur du Texas, montera lui à la tribune. Le discours du champion de la droite religieuse sera scruté avec attention, pour voir jusqu'où il est prêt à aller pour aider le septuagénaire à l'emporter. FARAGE POUR PARLER BREXIT • Il devrait, comme nombre d'autres avant lui, user et abuser du seul véritable ciment d'un camp conservateur fragmenté : le rejet de la candidate démocrate, Hillary Clinton. "Enfermez-la !", ont lancé mardi les délégués surchauffés lors d'un discours au vitriol de Chris Christie, gouverneur du New Jersey et ancien procureur fédéral, en forme de réquisitoire contre l'ancienne chef de la diplomatie de Barack Obama. La convention a accueilli hier un invité singulier : Nigel Farage, ex-dirigeant du parti britannique europhobe Ukip. Selon lui, nombre de républicains sont curieux de comprendre "comment la campagne du Brexit a réussi à toucher des gens qui ne votent pas d'habitude". "Il se disent : comment pouvons-nous, nous aussi, parler à ces gens ?", a-t-il expliqué lors d'un débat orga-

nisé par le groupe de médias McClatchy. Ironisant sur l'attitude de Barack Obama, qui s'était rendu à Londres en avril pour dire tout le mal qu'il pensait du Brexit, il a jugé que c'était "une erreur" de s'immiscer dans des élections ailleurs. "Mais je dois dire que je ne voterais pas pour Hillary même si j'étais payé", a-t-il aussitôt ajouté, se disant prêt à rencontrer le candidat républicain. Ce dernier a reçu cette semaine l'aide de ses enfants, en particulier son fils Donald Jr, qui a prononcé un discours rythmé mêlant questions politiques - immigration, éducation, économie - et anecdotes personnelles. "Quand les gens lui disent que c'est infaisable, c'est la garantie qu'il y arrivera", a affirmé ce père de cinq enfants, présentant la détermination inébranlable de son père comme un atout précieux pour la Maison Blanche. Hillary Clinton tentera de reprendre la main dès la fin de la semaine avec l'annonce attendue de son colistier. Tim Kaine, ancien gouverneur de Virginie, est donné favori mais l'incertitude demeure. Ce proche de Barack Obama, qui parle couramment espagnol, dispose d'une solide expérience en affaires étrangères. A partir du lundi 25 juillet, l'épouse de Bill Clinton accaparera à son tour toute l'attention médiatique avec la convention démocrate à Philadelphie (est).

### L'Afrique en bref

- Côte d'Ivoire/Procès. Kieffer : un témoin charge Simone Gbagbo  
Le journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer, porté disparu en 2004 à Abidjan, a été "exécuté, son corps incinéré" sous les ordres de l'ex-Première dame ivoirienne Simone Gbagbo, a affirmé hier devant la justice un ex-chef de milice, disant citer les propos d'un de ses chefs.
- Mali/Attaque. 17 soldats tués  
Dix-sept soldats maliens ont péri mardi dans l'attaque de leur base dans le centre du Mali, le gouvernement dénonçant une opération "terroriste coordonnée", revendiquée par deux groupes armés, un peul et un jihadiste.
- Sao Tomé-et-Principe/Présidentielle. Les deux perdants réclament l'annulation du scrutin  
Les deux perdants de l'élection présidentielle dimanche dans l'archipel africain de Sao Tomé et Principe ont demandé conjointement hier l'annulation du scrutin, officiellement remporté dès le premier tour par le candidat du parti au pouvoir, Evaristo Carvalho.
- Zimbabwe/Politique. Mugabe s'en prend au pasteur Mawarire  
Le président zimbabwéen Robert Mugabe s'en est pris violemment mardi au pasteur Evan Mawarire, l'accusant d'inciter à la violence. "Je ne sais pas s'il est un homme de religion. Un homme de religion, en tout cas je l'espère, prêcherait pour la paix biblique", a-t-il commenté.

### A travers le monde

- Grande-Bretagne/Brexit. Londres pas pressée  
La Grande-Bretagne ne déposera pas sa demande formelle de sortie de l'Union européenne suite au référendum en faveur du Brexit "avant la fin de cette année", a réaffirmé hier sa Première ministre Theresa May lors de sa première visite en Allemagne.
- Syrie/Conflit. Indignation après la décapitation d'un enfant par des rebelles  
Des habitants de la ville d'Alep (nord) et le principal groupe de l'opposition syrienne ont exprimé leur indignation après la décapitation d'un enfant par des rebelles, dénonçant un "acte haineux" dans un pays meurtri par les horreurs de la guerre.

## C'est arrivé... Un match de football interrompu pour "attaque d'abeilles"

UN match de la 21e journée du championnat de football d'Equateur a été suspendu dimanche dernier pour cause... d'"attaque d'abeilles" dans un stade de Guayaquil (sud-est), a annoncé la Fédération équatorienne de Football (FEF). A la 10e minute de l'affrontement entre les clubs River Ecuador et Aucas, le score stagnait à 0-0, quand "une attaque d'abeilles a paralysé le jeu", d'après un communiqué de la FEF. Les joueurs sont restés plusieurs minutes sur la pelouse, espérant que la rencontre, peu suivie dans les tribunes, reprenne. Pourtant, "les autorités ont décidé de ne pas poursuivre le match, dû à la gravité de l'attaque", comme le note la Fédération. La partie a repris pour 80 minutes le lendemain, lundi, à 12h00 heures locales (18h00 au Gabon).

... à Guayaquil (Equateur)

Photo : AFP